

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 61 (1943)
Heft: 188

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bern
Samstag, 14. August
1943

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce · Foglio ufficiale svizzero di commercio

Berne
Samedi, 14 août
1943

Erscheint täglich,
ausgenommen an Sonn- und Feiertagen

61. Jahrgang — 61^{me} année

Paraît tous les jours,
le dimanche et les jours de fête exceptés

N° 188

Redaktion und Administration:
Eiffingerstrasse 3 in Bern, Telefon Nr. (031) 21600

Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden — Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postschalter einzahlen — Abonnementspreis für SHAB. (ohne Beilagen): Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50 — Ausland: Zuschlag des Portos — Preis der Einzelnummer 25 Rp. — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Inserionsstarif: 20 Rp. die ein-spaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rappen — Jahresabonnementspreis für „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et Administration:
Eiffingerstrasse 3, à Berne, Téléphone n° (031) 21600

En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste — Prière de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus, mais au guichet de la poste — Prix d'abonnement pour la FOSC. (sans suppléments): Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50 — Etranger: Frais de port en plus — Prix de numéro 25 cts — Régie des annonces: Publicitas S.A. — Tarif d'insertion: 20 cts la ligne de colonne d'un mm on son espace; étranger 25 cts — Prix d'abonnement annuel à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

N° 188

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse und Nachlassverträge. Faillites et concordats. Falliment e concordati. Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Der schweizerische Aussenhandel im Juli 1943.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Konkurse — Faillites — Fallimenti

Die Konkurse und Nachlassverträge werden am Mittwoch und am Samstag veröffentlicht. Die Aufträge müssen spätestens Mittwoch, morgens um 8 Uhr, bezw. am Freitag um 12 Uhr, beim Bureau des Schweiz. Handelsamtsblattes, Eiffingerstrasse 3 in Bern, eingelangt sein.

Les faillites et les concordats sont publiés chaque mercredi et samedi. Les ordres doivent parvenir au Bureau de la Feuille officielle suisse du commerce, Eiffingerstrasse 3, à Berne, au plus tard à 8 heures le mercredi et à midi le vendredi.

Ouvertures de faillites

(LP. 231, 232) (OT. féd. du 23 avril 1920, art. 29, 123)

Les créanciers du failli et tous ceux qui ont des revendications à exercer sont invités à produire, dans le délai fixé pour les productions, leurs créances ou revendications à l'office et à lui remettre leurs moyens de preuve (titres, extraits de livres, etc.) en original ou en copie authentique. L'ouverture de la faillite arrête, à l'égard du failli, le cours des intérêts de toute créance non garantie par gage (LP. 209).

Les titulaires de créances garanties par gage immobilier doivent annoncer leurs créances en indiquant séparément le capital, les intérêts et les frais, et dire également si le capital est déjà échu ou dénoncé au remboursement, pour quel montant et pour que la date.

Les titulaires de servitudes nées sous l'empire de l'ancien droit cantonal sans inscription aux registres publics et non encore inscrites, sont invités à produire leurs droits à l'office des faillites dans les 20 jours, en joignant à cette production les moyens de preuve qu'ils possèdent, en original ou en copie certifiée conforme. Les servitudes qui n'auront pas été annoncées ne seront pas opposables à un acquéreur de bonne foi de l'immeuble grevé, à moins qu'il ne s'agisse de droits qui, d'après le Code civil également, produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Les débiteurs du failli sont tenus de s'annoncer sous les peines de droit dans le délai fixé pour les productions.

Ceux qui détiennent des biens du failli, en qualité de créanciers gagistes ou à quelque titre que ce soit, sont tenus de les mettre à la disposition de l'office dans le délai fixé pour les productions, tous droits réservés, faute de quoi ils encourront les peines prévues par la loi et seront déchus de leur droit de préférence, en cas d'omission inexcusable.

Les créanciers gagistes et toutes les personnes qui détiennent des titres garantis par une hypothèque sur les immeubles du failli sont tenus de remettre leurs titres à l'office dans le même délai.

Les codébiteurs, cautions et autres garants du failli ont le droit d'assister aux assemblées de créanciers.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (678¹)

Sommation aux titulaires de servitudes

Failli: Aeschbach René, serrurier, Rue Sismondi 3, à Genève. Deuxième sommation aux titulaires de servitudes grevant les immeubles possédés en copropriété par le failli dans la commune de Chêne-Bougeries, parcelle n° 2927, feuille 5, avec les bâtiments nos 225^{ter}, 490, 491, 223, 224^{ter} et 1758.

Délai de production: 24 août 1943.

Ct. de Genève Office des faillites de Genève (709)

Failli: Bouché Marcel, relieur, Rue du Commerce 5, à Genève. Date de l'ouverture de la faillite: 27 juillet 1943.

Première assemblée des créanciers: jeudi 19 août 1943, à 10 heures, salle des assemblées de faillites, Taconnerie 7.

Délai pour les productions: 14 septembre 1943.

Kollokationsplan — Etat de collocation

(SchKG 249—251.)

(L. P. 249—251.)

Der ursprüngliche oder abgeänderte Kollokationsplan erwächst in Rechtskraft, falls er nicht binnen zehn Tagen vor dem Konkursgerichte angefochten wird.

L'état de collocation, original ou rectifié passe en force, s'il n'est attaqué dans les dix jours par une action intentée devant le juge qui a prononcé la faillite.

Kt. Bern Konkursamt Bern (705)

Auflage des Kollokationsplanes und des Inventars

Gemeinschuldnerin:

Gesellschaft für Ziegerverwertung GmbH., mit Sitz in Bern, Länggasstrasse 25. Anfechtungsfrist: 24. August 1943.

Kt. Luzern

Konkursamt Luzern

(710)

Im Konkurse über die Firma Celfa A.G., Zelluloid-Farbstoffenfabrik, Rönimoosstrasse 15, in Luzern, liegt der Kollokationsplan den beteiligten Gläubigern beim Konkursamt Luzern zur Einsicht auf. Klagen auf Anfechtung des Planes sind innert 10 Tagen, von der Bekanntmachung an, gerichtlich anhängig zu machen, widrigenfalls er als anerkannt betrachtet würde.

Kt. Basel-Land

Konkursamt Sissach

(706²)

Ausgeschlagene Verlassenschaft des Buser-Gugelmann Theodor, geb. 1880, Kaufmann (vielfach genannt: Theo Buser-Rickli), wohnhaft gewesen in Gelterkinden. (Inhaber der Einzelfirma Theodor Buser, Spezerei-, Material-, Drogen- und Schreibmaterialienhandlung, mit Sitz in Gelterkinden.)

Gerichtliche Anfechtungsfrist des Kollokationsplanes: 10 Tage von dieser Bekanntmachung an gerechnet.

Zugleich liegt das Inventar mit den Eigentumsansprüchen innert der gleichen Frist auf. Allfällige Beschwerden hegegen sind an die Aufsichtsbehörde zu richten.

Ct. de Vaud

Office des faillites de Lausanne

(711)

Faillie: Ciné Studio S. à r.l., Bergières 26, à Lausanne.

Date du dépôt: 14 août 1943.

Délai pour intenter action en opposition et demander la cession des droits de la masse, article 49 de l'ordonnance de 1911: 24 août 1943; sinon, l'état de collocation sera considéré comme accepté.

Schluss des Konkursverfahrens — Clôture de la faillite

(SchKG 268.)

(L. P. 268.)

Ct. de Vaud

Office des faillites de Grandson

(712)

Faillie: Succession de Jaggi William, à Grandson, précédemment à Yverdon.

Date de la clôture: 12 août 1943.

Réalisation des Immeubles

dans la procédure de la saisie et de la réalisation de gage

(L. P. 138, 142; O. T. féd. du 23 avril 1920, art. 29.)

Par la présente, les créanciers gagistes et les titulaires de charges foncières sont sommé de produire à l'office soussigné, dans le délai fixé pour les productions, leurs droits sur l'immeuble, notamment leurs réclamations d'intérêts et de frais, et de faire savoir en même temps si la créance en capital est déjà échu ou dénoncée au remboursement, le cas échéant pour quel montant et pour quelle date. Les droits non annoncés dans ce délai seront exclus de la répartition, pour autant qu'ils ne sont pas constatés par les registres publics.

Devront être annoncées dans le même délai toutes les servitudes qui ont pris naissance avant 1912 sous l'empire du droit cantonal ancien et qui n'ont pas encore été inscrites dans les registres publics. Les servitudes non annoncées ne seront pas opposables à l'acquéreur de bonne foi de l'immeuble, à moins que, d'après le code civil suisse elles ne produisent des effets de nature réelle même en l'absence d'inscription au registre foncier.

Ct. de Vaud

Office des poursuites de Montreux

(671¹)

Vente d'immeubles — Enchère unique

Le jeudi 9 septembre 1943, à 15 heures, en Maison de Ville, les Planches-Montreux, il sera procédé à la vente aux enchères publiques des immeubles appartenant à Imboden Emma-Frieda, fille d'Andreas von Ballmoos, femme d'Edouard, Hôtel de Montreux, à savoir:

commune du Châtelard:

Hôtel de Montreux à la Rue de la Gare, hôtel de 26 chambres, eau courante, entièrement meublé; jardin. Superficie totale de 1010 m².

Mention d'accessoires mobiliers: 8 472 fr.

Valeur assurance incendie: 157 000 fr.

Estimation officielle: 165 000 fr.

Taxe de l'Office des poursuites: 120 000 fr. (avec le mobilier).

Délai pour les productions 24 août 1943.

Les conditions de vente et l'état des charges pourront être consultés à l'office dès le 28 août 1943.

Vente requise par le créancier hypothécaire deuxième rang et réalisation anticipée conformément à l'article 26 ORL.

Montreux, le 30 juillet 1943.

Office des poursuites:
J. Marguet, préposé.

Nachlassverträge — Concordats — Concordati

Nachlassstundung und Aufruf zur Forderungseingabe

(SchKG 295, 296, 300.)

Sursis concordataires et appel aux créanciers

(L. P. 295, 296, 300.)

Den nachbenannten Schuldnern ist eine Nachlassstundung bewilligt worden.

Die Gläubiger werden aufgefordert, ihre Forderungen in der Eingabefrist beim Sachwalter einzulegen, unter der Androhung, dass sie im Unterlassungsfall bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag nicht stimmberechtigt wären.

Les débiteurs ci-après ont obtenu un sursis concordataire.

Les créanciers sont invités à produire leurs créances auprès du commissaire dans le délai fixé pour les productions, sous peine d'être exclus des délibérations relatives au concordat.

Kt. Graubünden Konkurskreis Schanfigg (707)

Der Ausschuss des Kreisgerichtes Schanfigg als Nachlassbehörde hat in seiner Sitzung vom 7. August 1943 dem Fringer-Jäger E., Schlosserei, Arosa, im Sinne der Verordnung über vorübergehende Milderungen der Zwangsvollstreckung vom 24. Januar 1941 auf begründetes Gesuch hin eine Nachlassstundung von 4 Monaten, d. h. bis zum 10. Dezember 1943, bewilligt. Als Sachwalterin wurde das Treuhand- und Revisionsbureau Andreas Brüesch in Chur bestellt. Die Gläubiger und Bürgen obigen Schuldners werden hiedurch aufgefordert, ihre Forderungen und Ansprüche unter Angabe allfälliger bestehender Pfandrechte bis zum 3. September 1943 bei der unterzeichneten Sachwalterin anzumelden.

Verspätete oder gänzlich unterlassene Anmeldungen haben den Entzug des Stimmrechtes bei den Verhandlungen über den Nachlassvertrag zur Folge.

Zeit und Ort der Gläubigerversammlung werden später bekanntgegeben.

Chur, den 11. August 1943.

Die gerichtlich bestellte Sachwalterin:

Treuhand- und Revisionsbureau Andreas Brüesch,
Chur (Alexanderhof).

Verlängerung der Nachlassstundung — Prorogation du sursis concordataire

(SchKG 295, Abs. 4)

(L. P. 295, al. 4)

Kt. Graubünden Konkurskreis Oberengadin (708)

Mit Entscheid der unterfertigten Behörde vom 10. August 1943 wurde in Anwendung von Artikel 40 der eidgenössischen Verordnung über vorübergehende Milderungen der Zwangsvollstreckung vom 24. Januar 1941 die den Schuldner, Engi Erben D., Tisseries, Bäckerei und Konditorei, St. Moritz, am 8. April 1943 erteilte Nachlassstundung um zwei weitere Monate, d. h. bis zum 9. Oktober 1943, verlängert. Als Sachwalter amtiert weiterhin das Betreibungsamt St. Moritz in St. Moritz.

Bevcrs, den 12. August 1943.

Für die Nachlassbehörde Oberengadin,
der Präsident: O. Michel.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Bern — Berne — Berna

Bureau Biel

9. August 1943. Liegenschaften.

Hügli-Nobs, in Biel, Liegenschaftsvermittlung (SHAB. Nr. 225 vom 25. September 1940, Seite 1727). Der Inhaber dieser Einzelfirma verzieht Geschäftsdomizil an der Bözingenstrasse 117.

10. August 1943.

Paul Patzer, Bieler Tapetenvertrieb, in Biel (SHAB. Nr. 168 vom 21. Juli 1941, Seite 1414). Der Inhaber dieser Einzelfirma verzieht Geschäftsdomizil an der Rechbergstrasse 4.

10. August 1943. Schlosserei und Konstruktionswerkstätte.

Grüning-Dutoit's Söhne & Cie., in Biel, Kommanditaktiengesellschaft, Betrieb einer mechanischen Schlosserei und Konstruktionswerkstätte (SHAB. Nr. 130 vom 7. Juni 1934, Seite 1543). Die Gesellschaft verzieht Geschäftsdomizil an der Eisenstrasse 10.

11. August 1943. Comestibles usw.

Roger Bourquin, in Biel, Inhaber dieser Einzelfirma ist Roger-Willy Bourquin, von Diesse, in Biel. Er steht mit seiner Ehefrau Edith-Fernande, geb. Lesna, unter dem Güterstand der vertraglichen Gütertrennung. Primeurs und Comestiblesgeschäft. Bahnhofstrasse 22.

11. August 1943. Wein- und Liqueurfilter usw.

Ernest Bédert, in Biel, Vertrieb von Wein- und Liqueurfiltern, von automatischen Kegelspielen und von Bedarfsartikeln für Wirte (SHAB. Nr. 128 vom 4. Juni 1935, Seite 1414). Diese Einzelfirma wird infolge Geschäftsaufgabe im Handelsregister gelöscht.

11. August 1943. Reisebureau, Café.

Otto Ryser-Ritter, in Biel, Versicherungs-, Reise- und Stellenbureau (SHAB. Nr. 39 vom 16. Februar 1938, Seite 365). Der Inhaber dieser Einzelfirma hat das Versicherungs- und Stellenbureau aufgegeben. Der Geschäftszweck lautet nun: Reisebureau und Betrieb des Café Paradisli. Er verzieht Geschäftsdomizil an der Seevorstadt 19.

Bureau de Porrentruy

10 août 1943.

Fondation Armand Spira en faveur du personnel, à Porrentruy (FOSC. du 26 novembre 1942, n° 276, page 2699). Par acte authentique du 20 mai 1943, le conseil de fondation a, avec approbation de l'autorité de surveillance et du conseil exécutif de canton de Berne, modifié l'acte constitutif de fondation, en ce sens que le chiffre 3 de l'article 3, relatif au but et concernant la construction éventuelle de maisons locatives pour les employés et ouvriers ayant une famille nombreuse, a été supprimé.

10 août 1943. Percage de pierres fines.

Mme J. Bouju-Pape, à Dampheux. Le chef de la maison est Julie Bouju née Pape, de et à Dampheux, épouse séparée de biens et dûment autorisée d'Edmond Bouju. Percage de pierres fines.

Glarus — Glaris — Glarona

10. August 1943. Lebensmittel, Drogen.

J. Singer-Steinmann, in Niederurnen. Inhaber der Firma ist Jakob Singer-Steinmann, von Schwändi, in Niederurnen. Handel in Lebensmitteln und Drogen.

10. August 1943. Baumwollspinnerei.

Jenny, Spoerry & Cie., Zweigniederlassung in Ziegelbrücke, Gemeinde Niederurnen, Baumwollspinnerei (SHAB. Nr. 21 vom 28. Januar 1942, Seite 215). Kommanditgesellschaft mit Hauptsitz in Vaduz (Lichtenstein). Die Kollektivprokura von Heinrich Hertach ist erloschen. Die Firma erteilt Kollektivprokura mit einem andern Prokuristen an Fritz Aebly, von Ennenda, in Ziegelbrücke, Gemeinde Niederurnen.

11. August 1943.

Milchkonsumverein Oberurnen, Genossenschaft, in Oberurnen (SHAB. Nr. 168 vom 23. Juli 1931, Seite 1615). Aus dem Vorstand ist Werner Stucki ausgeschieden; seine Unterschrift als Präsident ist erloschen. Zum Präsidenten wurde der bisherige Aktuar Josef Zindel-Ochsner und als Aktuar Kaspar Schwitzer, von Näfels, in Oberurnen, gewählt. Der Präsident und der Aktuar zeichnen kollektiv.

11. August 1943.

Brauererl Erten A.G., in Glarus (SHAB. Nr. 66 vom 21. März 1942, Seite 655). In der ausserordentlichen Generalversammlung vom 7. August 1943 wurde das Aktienkapital von Fr. 200 000 auf Fr. 320 000 erhöht durch Ausgabe von 240 Namenaktien zu Fr. 500. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Das Aktienkapital beträgt nun Fr. 320 000, eingeteilt in 640 Namenaktien zu Fr. 500; es ist voll einbezahlt.

11. August 1943. Verwaltung von Mobilien usw.

Società d'affari commerciali e finanziari «Sacef» S.A., bisher in Lugano (SHAB. Nr. 200 vom 27. August 1938, Seite 1881). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 14. Juli 1943 wurde der Sitz nach Glarus verlegt. Die Statuten wurden entsprechend revidiert. Die Gesellschaft bezweckt Uebernahme, Kauf und Verkauf, Verwaltung von Mobilien, Waren und Werten, Transporten und anderen Handels- und Finanzgeschäften. Sie wird sich auch mit Transporten und jeglichen Finanz- und Handelsgeschäften, Gründung von Verwaltungsdirektionen, Agenturen und Filialen beschäftigen. Die ursprünglichen Statuten datieren vom 11. August 1938. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt Fr. 50 000, eingeteilt in 50 Inhaberaktien zu Fr. 1000. Publikationsorgan ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Der Verwaltungsrat besteht nun aus 1 bis 5 Mitgliedern. Einziger Verwaltungsrat ist Dr. Waldo Riva, von und in Lugano. Die Unterschriften der bisherigen Verwaltungsräte Antonio Lori, Giorgio Di Veroli und Guglielmo Antognini werden infolge Ausscheidens gelöscht. Zum Direktor wurde Dr. Luigi Fontana, des Domenico Fontana sel., von Murigo (Tessin), in Lugano, gewählt. Verwaltungsrat und Direktor zeichnen einzeln. Das Domizil befindet sich bei Frau Dr. Christine Gallati-Dinner, Hauptstrasse.

Solothurn — Soleure — Soletta

Bureau Balsthal

27. Juli 1943.

Käserelgesellschaft Wolfwil, in Wolfwil (SHAB. Nr. 161 vom 11. Juli 1943, Seite 1949). Die Genossenschaft hat in Anpassung an die Bestimmungen des revidierten Obligationenrechtes in der Generalversammlung vom 4. Mai 1941 neue Statuten angenommen, wobei folgende Änderungen der bisher publizierten Tatsachen eingetreten sind: Die Firma lautet nunmehr Käserelgenossenschaft Wolfwil. Die Genossenschaft bezweckt die Wahrung und Förderung der Interessen ihrer Mitglieder durch bestmögliche Verwertung der Milch. Die Genossenschaft ist Mitglied des «Verbandes nordwestschweizerischer Milch- und Käsegenossenschaften». Nebst der persönlichen und unbeschränkten Haftpflicht der Mitglieder sind diese nun auch verpflichtet, Bilanzverluste durch Nachschüsse zu decken. Die Mitteilungen an die Genossenschafter erfolgen durch Anschlag im Milch- oder Käseireilokal. Es liegt ferner im Ermessen der Verwaltung, persönliche Einladungen ergehen zu lassen. Gesetzlich vorgeschriebene Publikationen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Weiteres Publikationsorgan ist der «Anzeiger für das Gäu und Thal». Die Unterschrift führen nunmehr Präsident oder Vizepräsident mit dem Aktuar oder dem Kassier durch kollektive Zeichnung je zu zweien. Der Vorstand besteht aus 5 bis 7 Mitgliedern. Die Unterschriftsberechtigung des Leo Studer ist erloschen. Heute setzen sich die Zeichnungsberechtigten des Vorstandes wie folgt zusammen: Walter Niggli, Präsident (bisher), Otto Hunziker, von Wynau, Vizepräsident (bisher Beisitzer), Leo Niggli, von Wolfwil, Aktuar (bisher), und Richard Rauber, von Wolfwil, Kassier (bisher Beisitzer); alle wohnhaft in Wolfwil.

10. August 1943.

Elektra Mümliswil, Genossenschaft in Mümliswil (SHAB. Nr. 298 vom 19. Dezember 1936, Seite 2978). Aus dem Vorstand ist Eugen Häfeli ausgeschieden; seine Unterschriftsberechtigung ist erloschen. Neu ist an seiner Stelle gewählt worden Alois Jäggi, von und in Mümliswil. Die Genossenschaft wird wie bisher vertreten durch Präsident oder Vizepräsident mit dem Aktuar kollektiv zu zweien. Der bisherige Vizepräsident Josef Bader ist zum Präsidenten, der Aktuar Gustav Häfeli zum Vizepräsidenten und Alois Jäggi zum Aktuar gewählt worden.

Bureau Dorneck

4. August 1943.

Metallwerke A.-G. (Usines Métallurgiques S.A.) (S.A. Officine Metallurgiche) (Metal Works Ltd.), in Dornach (SHAB. Nr. 301 vom 28. Dezember 1942, Seite 2932). Die Kollektivprokura von César Franz ist erloschen. Als weitere Prokuristen wurden ernannt: Ernst Nebel, von und in Aesch (Basel-Land), und Josef Stöckli, von und in Basel. Beide zeichnen unter sich oder mit einem anderen Zeichnungsberechtigten kollektiv zu zweien.

Bureau Olten-Gösgen

10. August 1943.

Adolf Schenker, Kunststeingeschäft Olten, in Olten (SHAB. Nr. 1 vom 3. Januar 1929, Seite 3). Die Firma wird geändert in Adolf Schenker, Kunststein- und Betonbalkenfabrik. Einzelprokura wird erteilt an Irma Schenker und Adolf Schenker, beide von Walterswil, in Olten.

Bureau Stadt Solothurn

10. August 1943. Bauunternehmung usw.

Moos & Jaeggi, in Solothurn, Ingenieurbureau, Bauunternehmung (SHAB. Nr. 6 vom 9. Januar 1934, Seite 61). Die Kollektivgesellschaft hat sich aufgelöst und ist nach bereits beendeter Liquidation erloschen.

10. August 1943.

Ingenieurbureau W. Jaeggi, Hoch- und Tiefbau, vorm. Moos & Jaeggi, in Solothurn. Inhaber der Firma ist Werner Jaeggi, von Mümliswil, in Feldbrunnen. Die Firma bezweckt die Erstellung von Plänen und Projekten für Hoch- und Tiefbau und die Bauleitung bei Hoch- und Tiefbauarbeiten. Ritterquai 17.

Schaffhausen — Schaffhouse — Schaffusa

15. Juli 1943.

Baugenossenschaft Allmend Schaffhausen, mit Sitz in Schaffhausen. Unter dieser Firma hat sich eine Genossenschaft gebildet. Die Statuten sind am 2. Juli 1943 festgesetzt worden. Die Genossenschaft bezweckt, ihren Mitgliedern preiswürdige und zweckmässige Wohngelegenheiten zu verschaffen. Das Genossenschaftskapital zerfällt in Anteilscheine von Fr. 30. Für die Verbindlichkeiten haftet einzig das Genossenschaftsvermögen; jede persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Die Mitteilungen erfolgen brieflich, die Bekanntmachungen, soweit es die gesetzlichen Vorschriften erfordern, im Schweizerischen Handelsamtsblatt, im übrigen in den «Schaffhauser Nachrichten» und in der «Schaffhauser Arbeiterzeitung». Präsident des Vorstandes ist Alfred Hofmann, von Winterthur; Aktuar ist Albin Lehmann, von Langnau (Bern), und Kassier ist Johannes Wickli, von Krummenau (St. Gallen), sämtliche in Schaffhausen. Der Präsident oder der Aktuar führt Kollektivunterschrift mit dem Kassier. Geschäftslokal: Säntisstrasse 42.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

2. August 1943. Kosmetische Produkte.

«Luci» **Laboratorium Flawil**, E. Stadler, in Flawil. Inhaber dieser Firma ist Ernst Stadler, von und in Flawil. Fabrikation von und Handel mit kosmetischen Produkten. Kirchhof Nr. 1095.

9. August 1943. Prägeatelier usw.

Herm. Müller, in Kronbühl, Gemeinde Wittenbach. Inhaber dieser Firma ist Hermann Müller, von Uesslingen (Thurgau), in Kronbühl, Gemeinde Wittenbach. Prägeatelier und Schilderfabrikation. Bruggwaldstrasse 256.

9. August 1943.

Boxler & Co., Steinbruchbetrieb, Kaltbrunn, in Kaltbrunn. Paul Boxler, von Gams, und Josef Miebach, von Deutschland, beide in Kaltbrunn, haben unter obgenannter Firma eine Kollektivgesellschaft gegründet, welche am 4. Mai 1943 ihren Anfang nahm. Die Gesellschaft wird durch Josef Miebach vertreten. Er führt Einzelunterschrift. Hartsteinausbeutung. Kupfenbüchel.

9. August 1943.

Viehzüchtgenossenschaft Bütschwil, in Bütschwil (SHAB. Nr. 129 vom 8. Juni 1942, Seite 1283). Diese Genossenschaft hat in der Generalversammlung ihrer Mitglieder vom 23. Mai 1943 in Anpassung an das neue Recht ihre Statuten revidiert. Von den dabei getroffenen Änderungen sind folgende Tatsachen hervorzuheben: Die Genossenschaft bezweckt die Förderung der Braunviehzucht. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haftet nur deren Vermögen. Die Mitteilungen an die Mitglieder erfolgen in den Versammlungen mündlich oder durch Schreiben, die Bekanntmachungen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die Unterschrift führt der Präsident oder dessen Stellvertreter kollektiv zu zweien mit dem Aktuar oder dem Kassier.

Aargau — Argovie — Argovia

Berichtigung.

Eugen Peters Erben vorm. St. Peters Söhne, in Boniswil (SHAB. Nr. 185 vom 11. August 1943, Seite 1824). Der zweitletzte Satz muss lauten: Zur Vertretung der Kollektivgesellschaft ist nur Witwe Fanny Peter-Sandmeier befugt.

10. August 1943.

Nahrungsmittel Aktiengesellschaft, in Beinwil am See (SHAB. Nr. 61 vom 13. März 1941, Seite 507). Gustav Gabler ist infolge Demission aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden und seine Unterschrift erloschen. An dessen Stelle wurde als einziges Mitglied des Verwaltungsrates neu gewählt der bisherige Prokrist Kurt Vogel, von Gif-Oberfrick, nunmehr wohnhaft in Beinwil am See. Er führt Einzelunterschrift.

10. August 1943.

«Eigenheim» **Wohnungsbaugenossenschaft Möhlin und Umgebung**, mit Sitz in Möhlin. Unter dieser Firma hat sich eine Genossenschaft gebildet. Die Statuten wurden am 25. Juli 1943 beschlossen. Die Genossenschaft bezweckt, die in Möhlin und Umgebung bestehende Wohnungsnöte durch Erstellen einfacher und gesundheitlich einwandfreier Einfamilienhäuser zu bekämpfen. Die Genossenschaft lässt die zu bauenden Einfamilienhäuser im Namen und auf Rechnung der einzelnen Bauherren, welche Mitglieder der Genossenschaft sein müssen, erstellen. Jede persönliche Haftbarkeit der Mitglieder ist ausgeschlossen. Publikationen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt und Mitteilungen an die Genossenschafter durch Brief an die zuletzt bekannte Adresse. Die Verwaltung besteht aus 3 Mitgliedern. Zeichnungsberechtigt sind Präsident und Aktuar unter sich kollektiv. Präsident ist Karl Metzger, von und in Möhlin; Aktuar: Ernst Schwab, von Möhlin (Bern), in Möhlin.

10. August 1943. Auto- und Fahrradzubehör.

G. Zeidler, in Gebenstorf, Vertretungen und Handel in Zubehör und Ersatzteilen der Auto-, Motor- und Fahrradbranche (SHAB. Nr. 95 vom 24. April 1943, Seite 923). Diese Firma hat ihren Sitz nach Luzern verlegt (SHAB. Nr. 172 vom 27. Juli 1943, Seite 1718). Sie wird daher im Handelsregister des Kantons Aargau von Amtes wegen gelöscht.

10. August 1943. Malergeschäft, Torfausbeutung.

J. Winiger, in Bünzen. Inhaber dieser Firma ist Josef Winiger, von und in Bünzen. Malergeschäft und Torfausbeutung.

10. August 1943.

Wohlfahrtsfonds zu Gunsten der Angestellten und Arbeiter der Firma Roth & Cie., Kleiderfabrik, Zofingen, in Zofingen, Stiftung (SHAB. Nr. 163 vom 15. Juli 1938, Seite 1592). Durch öffentliche Urkunde vom 2. Juli 1943 wurde eine Abänderung des § 10 der Stiftungsurkunde vom 28. Juni 1938 beschlossen, wodurch die früher veröffentlichten Bestimmungen jedoch nicht berührt werden. Der Regierungsrat des Kantons Aargau hat der Aenderung mit Beschluss vom 23. Juli 1943 die Genehmigung erteilt. Louise Iseli-Roth ist als Mitglied des Stiftungsrates zurückgetreten und ihre Unterschrift erloschen. Neu wurde als Mitglied des Stiftungsrates gewählt Alfred Hagmann, von Däniken, in Zofingen. Er führt Kollektivunterschrift. Der Präsident des Stiftungsrates, Hans Roth-Müller, ist auch Bürger von Zofingen, und der Vizepräsident Fritz Baltisberger wohnt nun in Strengelbach.

10. August 1943. Rohtabake.

Gebr. Burger zur Waldeck, in Menziken, Agentur und Handel in Roh-tabaken (SHAB. 1907, Seite 127). In diese Firma ist als weiterer Kollektivgesellschaftlicher eingetretener Bertrand Burger jun., von und in Burg. Er ist einzelunterschriftsberechtigt.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Avenches

10 août 1943. Viticulture, etc.

Schneiter Frères, à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive. Sous cette raison sociale, Hermann et Ernest Schneiter, d'Ansoldingen (Berne), à Vallamand-Dessous, commune de Bellerive, ont constitué une société en nom collectif qui commencera son activité le 15 septembre 1943. Viticulteurs et commerce de vins.

Bureau de Cossonay

10 août 1943.

Compagnie du Chemin de fer funiculaire de la Gare à la Ville de Cossonay, société anonyme, à Cossonay (FOSC. du 23 juillet 1942, n° 168, pages 1691/92). Dans son assemblée générale extraordinaire du 24 juin 1943, cette société a mis ses statuts en harmonie avec les nouvelles dispositions du Code des obligations. Elle a pour objet: a) la construction et l'exploitation d'un chemin de fer funiculaire de la gare à la ville de Cossonay; b) la construction et l'exploitation d'un ou de plusieurs buffets ou hôtels en relation avec les besoins du chemin de fer. Le capital social est de 135 000 fr., divisé en 2700 actions au porteur de 50 fr. chacune, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille des avis officiels du canton de Vaud et dans la Feuille officielle suisse du commerce. La société est administrée par un conseil d'administration de 5 à 7 membres. Elle est engagée par la signature du président Marius Bolens (inscrit). Les autres modifications intervenues n'intéressent pas les tiers.

Bureau de Grandson

11 août 1943. Café-restaurant.

Emile Oppliker, à Concise, café-restaurant (FOSC. du 28 septembre 1922, n° 227). La raison est radiée, la maison n'étant plus assujettie à l'inscription.

11 août 1943.

Société du battoir à grains de Villars-Burquin, à Villars-Burquin. Sous cette raison sociale il a été constitué, en date du 15 juin 1943, une société coopérative au sens des articles 828 et suivants du CO. La société a pour but de favoriser par une action commune les intérêts économiques de ses membres par l'achat et l'exploitation d'une machine à battre le grain et par l'acquisition, l'entretien et l'utilisation d'autres machines agricoles. Le capital est divisé en parts sociales de 25 fr. Les engagements de la société sont garantis en premier lieu par sa fortune, puis, si un découvert subsiste, il sera couvert au prorata du nombre des parts. Les publications ont lieu dans le journal d'Yverdon et pour les publications exigées par la loi dans la Feuille officielle suisse du commerce. Le comité d'administration se compose de 3 à 5 membres. Le président et le secrétaire ont conjointement la signature sociale. Le président est Robert Simon, de Mauborget, à Villars-Burquin; le secrétaire est Edmond Jaquet, de Monnaz, à Villars-Burquin.

Bureau de Lausanne

10 août 1943. Produits textiles.

«Protex» **M^{lle} E. Oppliker**, à Lausanne, commerce de produits textiles et divers, représentation, importation (FOSC. du 30 novembre 1939). Le bureau est transféré: Place de la Gare 12.

11 août 1943.

Société Immobilière Dom, à Lausanne, société anonyme (FOSC. du 29 juillet 1943). L'administrateur unique Emile Chanson a donné sa démission; ses pouvoirs sont éteints. Il est remplacé par Michel-Ferdinand Ceresole, de Vevey, à Lausanne, qui engage la société par sa signature individuelle. Le bureau est transféré: Rue du Grand-Chêne 5, chez l'administrateur.

Bureau de Morges

10 août 1943. Boulangerie, épicerie.

Robert Chaubert, à Dèrens, boulangerie, épicerie (FOSC. du 3 novembre 1927). Cette raison est radiée ensuite du décès du titulaire.

Bureau de Nyon

2 août 1943.

Société immobilière «Rive d'Or», société anonyme à Prangins (FOSC. du 30 décembre 1938, page 2716). Conformément aux statuts, la raison sociale est Société immobilière Rive d'Or. Dans leur assemblée générale extraordinaire du 24 juillet 1943, les actionnaires ont pris les décisions ci-après: a) Les 40 actions au porteur de 200 fr. chacune, formant le capital social actuel de 8000 fr., sont annulées et remplacées par 4 actions au porteur de 2000 fr. chacune, entièrement libérées. Ces nouvelles actions sont délivrées aux actionnaires à raison d'une action nouvelle contre dix anciennes. b) Le capital social de 8000 fr. est augmenté de 54 000 fr. et porté ainsi à 62 000 fr., par l'émission de 27 actions au porteur de 2000 fr. chacune, toutes entièrement libérées. c) Les statuts sont révisés; il est apporté par là les modifications suivantes aux faits publiés antérieurement: La société a pour but l'achat, la construction, l'exploitation, la vente ou l'échange de tous immeubles, ainsi que toutes opérations immobilières et affaires s'y rattachant, tant en Suisse qu'à l'étranger. Le capital social est fixé à 62 000 fr., divisé en 31 actions au porteur de 2000 fr. chacune, entièrement libérées. Les publications se font dans la Feuille officielle suisse du commerce. L'administrateur unique déjà inscrit est Albert de Roulet, à Genève. Il engage la société par sa signature individuelle.

Bureau d'Orbe

9 août 1943. Vins, vinaigres, etc.

Bourgeois frères & Compagnie, Société Anonyme, à Ballaigues (FOSC. du 19 décembre 1929, n° 297, page 2495). Dans son assemblée générale extraordinaire du 11 juin 1943, la société a procédé à la modification de ses statuts. Les modifications intéressant les tiers sont les suivantes: Le capital social est porté de 150 000 fr. à 400 000 fr. par l'émission de 500 actions nouvelles de 500 fr. chacune, nominatives, entièrement libérées par compensation avec des créances des actionnaires sur la société. Le nouveau capital social de 400 000 fr. est divisé en 800 actions nominatives de 500 fr. chacune, entièrement libérées.

Bureau de Vevey

10 août 1943. Chemiserie, etc.

Henri Bergoz, à Vevey, chemiserie, magasin spécial d'articles pour messieurs (FOSC. du 25 juillet 1940, n° 172). Cette raison est radiée ensuite de remise de commerce. L'actif et le passif sont repris par la maison «M^{me} H. Bergoz», à Vevey.

10 août 1943. Chemiserie, bonneterie, etc.

M^{me} H. Bergoz, à Vevey. Le chef de la maison est Emma Martha-Hélène, née Zingg, femme autorisée et séparée de biens de Constant-Henri Bergoz (CC. articles 241 et suivants), de Blonay, à Vevey. Elle reprend l'actif et le passif de la raison «Henri Bergoz», à Vevey, radiée. Chemiserie, bonneterie, magasin spécial d'articles pour messieurs. Rue de Lausanne 17.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Der schweizerische Aussenhandel im Juli 1943

Die Sektion Handelsstatistik der Oberzolldirektion teilt mit: Die Entwicklung unseres auswärtigen Handels wird im Berichtsmonat durch eine mengen- und wertmässige Abnahme der Einfuhr bei erhöhten Exportwertumsätzen charakterisiert. Infolge dieser Aussenhandelsgestaltung hat sich die bereits im Juni eingetretene Aktivität unserer Handelsbilanz im Juli weiter erhöht. Hinsichtlich der Exportmengen sei beigefügt, dass diese nur gegenüber dem Vormonat eine Steigerung aufweisen, wogegen das Exportgeschäft gegenüber der vorjährigen Vergleichszeit gewichtsmässig zurückgegangen ist. Bei der Einfuhr in Höhe von 134,4 Mill. Fr. ergibt sich gegen den Juni eine Wertsenkung um 11,3 Mill. Fr. (— 7,8%) und eine Minderung des Mengenvolumens von prozentual annähernd gleichem Ausmass. Die Ausfuhr erreicht diesmal 166,4 Mill. Fr. und zeigt damit im nämlichen Zeitabschnitt einen Wertzuwachs um 9,8 Mill. Fr. (Menge: + 6,2%). Gegenüber dem Juli 1942 figuriert die Einfuhr mit einem Ausfall von 43,7 Mill. Fr., und die Ausfuhr ist mit einem Mehrerlös im Betrage von 19,7 Mill. Fr. ausgewiesen.

Zeit	Einfuhr		Ausfuhr		Bilanz + Aktivität — Passivität	Ausfuhrwert in % des Einfuhrwertes
	Wagen zu 10 t	Werte in Mill. Fr.	Wagen zu 10 t	Werte in Mill. Fr.		
1938 Monatsdurchschnitt	61 493	133,9	5 092	109,7	— 24,2	81,9
1939 Monatsdurchschnitt	72 159	157,4	4 497	108,1	— 49,3	68,7
1940 Monatsdurchschnitt	50 946	154,5	4 158	109,6	— 44,9	70,9
1941 Monatsdurchschnitt	39 889	168,7	4 185	121,9	— 46,8	72,3
1942 Monatsdurchschnitt	35 965	170,8	3 325	131,0	— 39,8	76,7
1942 Juli	39 886	178,1	3 171	146,7	— 31,4	82,4
1943 Juni	38 928	145,7	2 723	156,6	+ 10,9	107,5
1943 Juli	35 762	134,4	2 949	166,4	+ 32,0	123,8
1942 Januar/Juli	253 551	1227,2	21 067	866,9	—360,3	70,6
1943 Januar/Juli	232 367	1118,1	19 436	946,4	—171,7	84,6

Die gegen den vorigen Monat feststellbare Einfuhrminderung war in den Vorkriegsjahren zum Teil saisonbedingt, und es steht auch nach den Erfahrungen der letzten Jahre der Juliimport im allgemeinen unter den Mengen- und Wertziffern des Vormonats. In dieser Abschwächung treten indessen diesmal u. a. auch der teilweise Ausfall unserer Zufuhren aus Übersee sowie die kriegerischen Ereignisse in Erscheinung, da die jetzigen Importzahlen beachtlich unter denjenigen des Vorjahresjuli liegen. Der Rückgang umfasst

vor allem Lebensmittel und Betriebsstoffe; überdies haben im Vergleich zur vorjährigen Parallelzeit schwergewichtige Massengüter daran teil. Die Ausfuhr registriert wertmässig einen ungewöhnlich hohen Stand, der im letzten Jahrzehnt nur im Monat Dezember 1942, welcher ebenfalls mit einem Aktivsaldo abschloss, überschritten wurde.

Die Aktivität der Handelsbilanz beträgt diesmal 32 Mill. Fr. gegen 10,9 Mill. Fr. im Monat Juni. Hierbei ist zu beachten, dass dieses in den beiden letzten Monaten hervorgetretene Bilanzaktivum bei sinkenden Importziffern und steigenden Exportwerten erfolgte. Ein auf dieser Basis längere Zeit andauernder Ausfuhrüberschuss könnte daher nicht als günstige Aussenhandelsentwicklung für uns angesprochen werden, da hierdurch unsere ohnehin schon sehr knappe Versorgungslage sich noch weiterhin verschlechtern müsste.

Der von der Handelsstatistik errechnete Aussenhandelsindex (wertgewogener Mengenindex) ist in der Berichtszeit bei der Einfuhr mit 44 (Aussenhandelsstand 1938 = 100) ausgewiesen und hat damit den Tiefstand des verflorbenen Juni (48) noch unterschritten; verglichen mit dem Vorjahresjuli ergibt sich diesmal eine indexmässige Senkung des Importes um nahezu 30%. Die Ausfuhr liegt nach dem wertgewogenen Mengenindex auf 79 und verzeichnet gegenüber dem Vormonat (76) einen leichten Anstieg, weist indessen gegenüber der entsprechenden Vergleichsziffer des Vorjahres einen Rückgang um etwas über 8% auf.

Im Durchschnitt der letzten 12 Monate betrug die Einfuhr (Index = 54) geringfügig mehr als die Hälfte des Importes des letzten Vorkriegsjahres, und die Ausfuhr erreichte mit einem Indexmittel von 69 reichlich zwei Drittel des Exportvolumens des Jahres 1938.

Ein Vergleich der Aussenhandelsumsätze der ersten sieben Monate des laufenden Jahres mit denjenigen des gleichen Zeitraums 1942 zeigt bei der Einfuhr einen Mengenrückgang um 8,4%, dem eine Wertabnahme von prozentual ungefähr gleichem Umfang entspricht. Die Ausfuhrmengen haben eine relativ geringere Senkung erfahren, wobei der Exporterlös indessen um rund 9% zugenommen hat. Der Fehlbetrag in unserem Warenaustausch mit dem Ausland stellt sich für die Monate Januar bis Juli 1943 auf 171,7 Mill. Fr. gegen 360,3 Mill. Fr. in der vorjährigen Vergleichszeit. Hierbei stieg der Austauschkoefizient (Ausfuhr in % der Einfuhr) von 70,6 auf 84,6%.

Redaktion: Handelsabteilung des Eidg. Volkswirtschaftsdepartements in Bern

AG. Elektrische Bahn Altstätten—Gais

Die Aktionäre werden hiemit zur

ordentlichen Generalversammlung

eingeladen auf Samstag den 28. August 1943, 15 Uhr 30, im Hotel Drei Könige in Altstätten.

TRAKTANDEN:

1. Abnahme von Geschäftsbericht und Jahresrechnung pro 1942. 2. Wahlen. Zutrittskarten zur Generalversammlung können gegen Ausweis des Aktienheftes bis zum 26. August 1943 mittags auf dem Bureau der Gesellschaft in Altstätten bezogen werden, woselbst auch Geschäftsbericht und Jahresrechnung aufliegen. Die Zutrittskarten berechtigen am 28. August 1943 zur freien Fahrt vom Wohnort nach Altstätten und zurück.

Altstätten, den 12. August 1943.

DER VERWALTUNGSRAT.

VIII. REVISORENKURS

veranstaltet vom Verband schweizerischer Bücherexperten in Verbindung mit der Handels-Hochschule St. Gallen vom 23. bis 25. September 1943 in der Eidgenössischen Technischen Hochschule, Auditorium III, Zürich.

Kalkulation, betriebswirtschaftliche Preispolitik und staatliche Preiskontrolle

Donnerstag 23. September

10 15 Preisbildung der wirtschaftlichen Güter. Referent: Herr Prof. Dr. Theo Keller, Handels-Hochschule St. Gallen.

14 30 Die Preiskalkulation im allgemeinen. Referent: Herr Prof. A. Walther, dipl. Ing. ETH., Universität Bern.

16 15 Die Preiskalkulation im Handel. Referent: Herr Prof. Dr. E. Gsell, Handels-Hochschule St. Gallen.

Freitag 24. September

9 15 Die Preiskalkulation im Industriebetrieb. Referent: Herr Prof. R. de Vallière, Direktor des Betriebswissenschaftlichen Instituts der Eidgenössischen Technischen Hochschule, Zürich.

10 30 Einstandspreis, Wiederbeschaffungspreis, Durchschnittspreis. Referent: Herr Dr. F. Lecler vom Betriebswissenschaftlichen Institut der Eidgenössischen Technischen Hochschule, Zürich.

14 30 Die staatliche Preiskontrolle im allgemeinen. Referent: Herr Prof. Dr. E. Böhler, Eidgenössische Technische Hochschule, Zürich.

16 15 Der Bücherexperte im Dienste der Preiskontrolle. Referent: Herr Dr. E. Bossard, Chef-Reviseur der Eidgenössischen Preiskontrolle, Montreux.

Samstag 25. September

9 15 Grundsätze bei der Handhabung der Preiskontrolle. Referent: Herr R. Pahud, Chef der Eidgenössischen Preiskontrolle, Montreux.

10 30 Die Stellung der Privatwirtschaft zur heutigen Preiskontrolle. Referent: Herr Dr. E. Geyer, Sekretär beim Vorort des Schweizerischen Handels- und Industrievereins, Zürich.

Änderungen vorbehalten! 161-1

Bedingungen und Anmeldungen:

Dauerkarten: Fr. 30.— für Mitglieder des VSB.; Fr. 35.— für Mitglieder des Handelshochschulvereins St. Gallen und für Mitglieder der Vereinigung diplomierter Buchhalter; Fr. 40.— für übrige Teilnehmer. Halbtageskarten: Fr. 10.— für alle Teilnehmerkategorien. Das Kursgeld ist mit der Anmeldung auf das Postcheckkonto VIII 11332, Verband schweizerischer Bücherexperten, Zürich, einzuzahlen.

Anmeldungen an das Sekretariat VSB., Rathausbrücke/Schiffle 2, Zürich, Telefon 342 64

Institut für Rosenberg über St. Gallen

Landschulheim für Knaben, in Idealer, starker Höhenlandschaft (800 m u. M.) Alle Schulstufen von 1. Primarklasse bis Handelsdiplom und Maturität

Spezialabteilungen

Vorbereitung für:

1. Handelshochschule St. Gallen, Universität, ETH.
2. Technikum, Verkehrsschule, Post, Zool., Eisenbahn.
3. Offizielles französisches und englisches Sprachdiplom der Universitäten Nancy und Cambridge (Prüfung im Institut).

Der Unterricht in diesen Spezialabteilungen erfolgt auf Grund jahrelanger Erfahrung, in bewiesenen Kleinklassen und durch erstklassige Lehrkräfte. Besondere Umschulungskurse.

1943: sämtliche Kandidaten der oben genannten Spezialabteilungen erfolgreich.

Beratung und Prospekte durch die Direktion.

Steigerungsanzeige

Im Auftrage des Betreibungsamtes Meggen gelangen am Freitag den 20. August 1943, nachmittags 2 Uhr, vor dem Lagerhaus der Schweiz. Bankgesellschaft Winterthur, Untere Vogelsangstrasse 2, gegen Barzahlung auf öffentliche Steigerung:

Zwangsrechtlich: Circa 7500 Stück neue „Tyrolit“-Werkzeugschleif- und Schruppscheiben verschiedener Dimensionen, im Totalgewicht von circa 13 000 kg (Nettogewicht).

Winterthur, den 10. August 1943.

Betreibungsamt Winterthur I: Brunner.

W 34

Wichtige Daten

für

Handel u. Industrie

Der alle wichtigen schweizerischen Wirtschaftsgebiete umfassende Inhalt der vom Eidg. Volkswirtschaftsdepartement herausgegebenen Monatsschrift «Die Volkswirtschaft» ist nicht nur gerade für heute und morgen bestimmt, er hat besonders in bewegten Zeiten bleibenden Wert. Sie können sich dieses praktische Nachschlagewerk durch das äusserst vorteilhafte Postabonnement zu Fr. 8.30 pro Jahr sichern. Verlangen Sie Probenummern.

Verlag «Die Volkswirtschaft»:

Schweizerisches Handelsamtsblatt, Bern.

Hypothekarkasse des Kantons Bern

3 1/2%-Anleihen Fr. 15 000 000 von 1936

Auf 15. Dezember 1943 wird die zweite Amortisationsserie des obigen Anleiheens mit Fr. 549 000 zur Rückzahlung gelangen, und es sind hiefür folgende 549 Obligationen ausgelost worden:

Nrn.	Nrn.	Nrn.	Nrn.
41— 60	2761— 2780	7181— 7200	11981—12000
141— 160	2961— 2980	7981— 8000	12041—12060
1061— 1079*	3021— 3040	8141— 8160	12081—12100
1261— 1280	4711— 4720	8301— 8320	13681—13700
1661— 1680	5561— 5580	9981—10000	14161—14180
1841— 1860	6441— 6460	10121—10140	14701—14720
2641— 2660	6941— 6960	11141—11160	14721—14740

Mit dem 15. Dezember 1943 hört die Verzinsung dieser Titel auf. * Die mit der Serie Nr. 1061—1080 ebenfalls gezogene Nr. 1080 wird erst auf 15. Dezember 1944 zur Rückzahlung gelangen.

Von der ersten Auslosung sind noch folgende Obligationen ausstehend:

Nrn. 183—187, 194—198, 6843—6845, 6848.

Bern, den 9. August 1943.

Hypothekarkasse des Kantons Bern: Salzmann.

840